



La lettre de la sénatrice

N°12, lundi 31 mai 2021

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

L'examen du projet de loi « Climat » qui débute en commission d'aménagement du territoire et du développement durable cette semaine, constitue une large part en ce moment de mes travaux législatifs, pour lesquels je multiplie les auditions et rencontres sur le terrain.

Par ailleurs, je tenais à vous remercier pour les retours et propositions que vous avez pu me faire et que je vais m'employer à porter en séance.

Articulée autour de la vie quotidienne (consommer, produire, travailler, se nourrir, se loger) ce projet de loi arrive d'une première lecture à l'Assemblée Nationale avec 218 articles.

Les engagements de la France consistent à réduire de 40 % les gaz à effet de serre d'ici 2030.

Le Conseil Économique et Social qui a hébergé la convention citoyenne et ses 150 participants parle de « mesures pertinentes, souvent limitées, souvent différées, souvent soumises à des conditions telles qu'on doute de les voir mises en oeuvre à terme rapproché. »

Néanmoins, il faut aussi faire preuve de pragmatisme en reconsidérant par exemple les règles d'urbanisme en zone rurale et en ramenant à une proportion raisonnée l'artificialisation des sols.

Les communes rurales qui portent les circuits courts, l'économie de proximité doivent disposer des outils nécessaires pour participer de cette transition écologique.

Il nous faut construire un chemin, vérifier qu'il peut être tenu et miser, par un accompagnement social approprié, sur la demande d'une population qui aspire à vivre mieux.

Bonne lecture de mon actualité.
Très cordialement à vous,

Marie-Claude VARAILLAS



SDIS 24 - ÉCHANGE AUTOUR DE LA PROPOSITION DE LOI «MATRAS»

A l'invitation du Colonel François Colomes, échange avec le service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne sur la proposition de loi MATRAS.

Cette loi visant à consolider le modèle de sécurité civile et à valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers sera examinée prochainement au Sénat. Le texte entend notamment moderniser le fonctionnement des SDIS et renforcer la coproduction de sécurité civile.

Alors que notre Département compte plus de 1 600 sapeurs-pompiers, dont de nombreux volontaires, je serai particulièrement attentive à une meilleure reconnaissance de leur engagement et une meilleure conciliation du volontariat avec l'exercice d'une activité professionnelle.



JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

Jedui 27 mai, participation à la cérémonie commémorant la Journée Nationale de la Résistance.

Un moment de recueillement afin d'honorer la mémoire des Résistants qui se sont battus pour notre liberté. Chacun à leur manière, ils ont semé l'espoir qui nous a guidé vers la libération.

L'occasion également de célébrer la création par Jean Moulin du Conseil national de la Résistance, le 27 mai 1943, pour combattre l'occupation nazie et



CLIMAT ET RÉSILIENCE: ZOOM SUR LA VENTE EN VRAC

Dans le cadre de mes travaux préparatoire à l'examen du projet de loi "Climat et résilience", j'ai rencontré Maryline Ridouane, gérante de l'épicerie éco-responsable "ça vrac !" à Boulazac.

Alors que le projet de loi "Climat et résilience" prévoit un objectif de 20 % de surfaces de vente consacrées à la vente en vrac d'ici 2030 dans les grandes et moyennes surfaces et une généralisation de l'obligation de mise en place d'une consigne pour les emballages en verre à

la collaboration, mais également élaborer « Les Jours heureux », le programme qui dessinait un avenir pour la France.



FEMMES ET RURALITE - LE RÔLE DE SAGE- FEMMES

Dans le cadre des travaux sur la mission « Femme et ruralité » que je mène au sein de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances, j'ai pu échanger avec Elodie Chédeville, Présidente de l'association des Sages Femmes libérales de Dordogne, et Aurélie Devilleger, sage-femme au CH de Périgueux.

En février dernier, j'avais interpellé la ministre de la Santé sur la condition d'exercice des sages-femmes qui demandent aujourd'hui une plus grande reconnaissance de leur profession, une rémunération en adéquation avec leurs compétences et responsabilités, ou encore, la nécessité d'augmenter les effectifs pour une meilleure prise en charge des femmes.

[Lire la question écrite](#)

partir de 2025. J'ai souhaité aller à sa rencontre pour mieux appréhender ce système de vente en progression constante.



STATUT DU BENEVOLE - échange avec la FFcyclotourisme

La reconnaissance du statut de bénévole est réclamée depuis de nombreuses années, notamment pour les dirigeants-bénévoles.

J'ai pu échanger le 17 mai dernier sur les évolutions attendues, avec Claude-Hélène Yvard, secrétaire-générale de la FFcyclotouristique.

Nous avons évoqué des solutions pour valoriser le bénévolat, notamment en cette période de crise sanitaire où le monde associatif s'est révélé encore plus indispensable.

Il s'agirait par exemple de garantir des droits complémentaires à la formation, de cotiser pour les trimestres de retraite ou encore de favoriser le temps partiel compensé.

[Lire la suite](#)



RASSEMBLEMENT - Sauvegarde des services postaux

Mardi 18 mai, je participais au rassemblement devant La Poste



RASSEMBLEMENT - Non au démantèlement d'EDF

Jeudi 29 mai, j'étais à Tulle pour soutenir les salariés d'ENEDIS et rappelé mon vif désaccord face

de Boulazac.

Après les trésoreries, ce sont les services postaux qui sont durement frappés par une baisse drastique de services.

La Poste est l'une des entités essentielles de notre maillage territorial des services publics. Sa suppression progressive met en péril le lien social vital dans nos territoires ruraux.

[Lire la suite](#)

au démantèlement d'EDF, le projet HERCULE, devenu récemment GRAND EDF.

J'ai rappelé l'importance du mix énergétique français et les fondements de la nationalisation de l'énergie qui aujourd'hui est mise à mal.

Retrouvez mon intervention en Hémicycle du 13 janvier dernier:

["Quel avenir pour l'entreprise EDF avec le projet HERCULE"?](#)

Actualité au Sénat



Commission Aménagement du Territoire et Développement durable : Audition de Christophe Béchu

Mercredi 26 Mai, j'ai auditionné Christophe Béchu, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

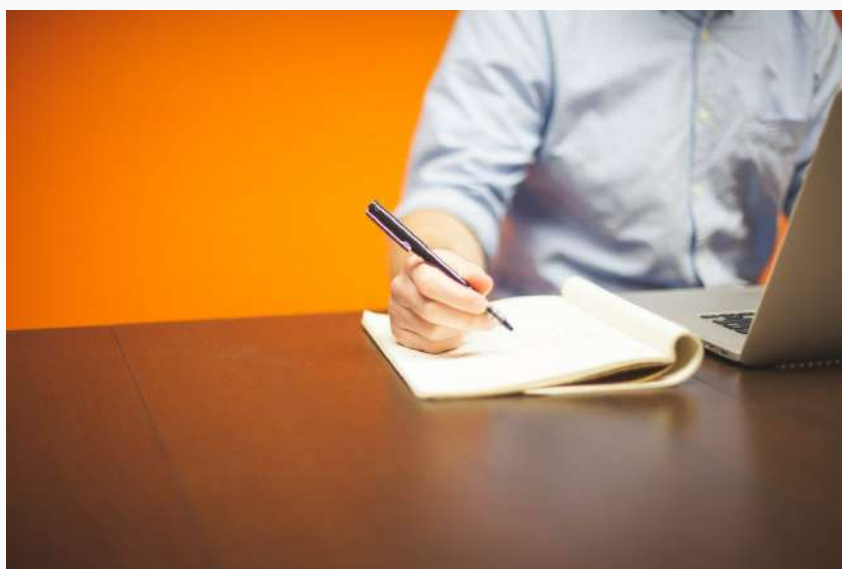
En matière d'infrastructures de transport, tant l'urgence écologique que la cohésion territoriale du pays demandent un effort bien plus conséquent que ce qui est fait jusqu'à présent. L'augmentation du budget de l'Agence pour l'exercice 2021 ne trompe pas à cet égard : si l'on enlève les crédits du plan de relance, il continue à réduire, en conformité d'ailleurs avec les objectifs fixés dans la loi LOM.



LOI CLIMAT - AUDITION DES REPRÉSENTANTS DES 150 ET RÉSEAU ACTION CLIMAT

Les 25 et 26 mai, j'ai rencontré avec mes collègues Sénateurs du groupe CRCE, membres des Commissions « Economie » et « Aménagement du territoire et développement durable », des représentants de l'association des 150 composant la convention Citoyenne d'une part, et du Réseau Action Climat d'autre part, afin de discuter avec eux du projet de loi portant la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets.

[Lire la suite](#)



PPL ACCÈS DES JEUNES DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET LES ENTREPRISES

Le jeudi 27 mai, la Secrétaire de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Hélène Conway-Mouret, a présenté devant le Sénat, une proposition de loi permettant un meilleur accès aux carrières de la fonction publique et à l'entreprise.

Celle-ci, comporte des dispositifs ciblés pour les jeunes des QPV (Quartiers prioritaires des politiques de la Ville) et des ZRR (zones de revitalisation rurale) pour faciliter leur accès dans l'administration publique et les entreprises qui reflèteraient ainsi davantage la diversité de la société française.

[Lire la suite](#)



PPL visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistantes maternelles et des salariés des particuliers employeurs

Les assistantes maternelles et les salariés des particuliers employeurs sont aujourd'hui couverts par deux conventions spécifiques. La proposition de loi, déposée le 26 janvier 2021 à l'Assemblée nationale, vise à centraliser et simplifier la collecte des cotisations pour leurs droits sociaux, ce que les organisations syndicales et patronales soutiennent.

Le groupe CRCE a voté en faveur de ce texte, définitivement adopté le 27 mai dernier, car il garantit une plus grande sécurité juridique pour les salariés. Cependant, ma collègue sénatrice Laurence Cohen a rappelé certains points sur lesquels le groupe CRCE attend des réponses du Gouvernement.

[Lire la suite](#)



PPL ÉLEVAGE ÉTHIQUE

Le Sénat a débattu le 26 mai dernier d'une proposition de loi sur l'élevage éthique. Celle-ci défendait notamment la limitation de transports des animaux, la généralisation d'ici à 2040 à l'accès au plein air pour les animaux d'élevage et la création d'un fonds de soutien permettant l'accompagnement des éleveurs.

Lors de nos interventions, nous avons rappeler la nécessité de favoriser des abattoirs de proximité qui limitent le transport des animaux et qui favorisent le circuit-court.

[Lire la suite](#)

QUESTION ECRITE:

“
Questions écrites au
gouvernement”



Questions écrites aux membres du gouvernement:

- **CRISE SANITAIRE** : Sauvegarder le monde maritime face à la Covid-19 ([lire la question](#)).
- **PROTECTION DE L'ENFANCE** : Sort de près de 200 enfants français retenus prisonniers dans les camps de Roj et Al Hol, dans le nord-est de la Syrie, ainsi que sur celle de leurs mères présentes sur place ([lire la réponse du Gouvernement](#)).

Marie-Claude Varailles
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailles@senat.fr



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur mariclaudevarailles.fr.

[Se désinscrire](#)



© 2020 Marie Claude Varailles